

"La CEE et le CAEM scellent leur reconnaissance mutuelle" dans The Guardian (13 décembre 1988)

Légende: Le 13 décembre 1988, le quotidien anglais The Guardian examine l'évolution des relations économiques entre la Communauté européenne et le Comecon depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique.

Source: The Guardian. 13.12.1988. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "EEC and CMEA gain the seal of mutual approval", auteur:Palmer, John , p. 19.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_cee_et_le_caem_scillent_leur_reconnaissance_mutuelle_dans_the_guardian_13_decembre_1988-fr-4c4c5af5-3525-4470-9295-d5db9a81df1a.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

La CEE et le CAEM scellent leur reconnaissance mutuelle

John Palmer, à Bruxelles

Pour prendre le pouls des relations entre la Communauté européenne et les pays tiers, il suffit de s'informer de la teneur des potins mondains bruxellois à leur sujet.

À l'aune de ces critères, on a assisté à une petite révolution, non seulement dans la manière dont l'Union soviétique et ses principaux partenaires du CAEM (ou Comecon) sont perçus par la CEE, mais aussi dans l'attitude des autorités de Moscou vis-à-vis d'une organisation qu'elles refusaient absolument de reconnaître jusqu'au début de cette année.

Pendant les 30 premières années, la Guerre froide a eu pour conséquence directe le gel des relations entre l'URSS et la CEE. La Communauté européenne était perçue à Moscou comme n'étant guère plus que le prolongement économique de l'OTAN, fruit de l'impérialisme américain, destiné à la subversion de l'ordre établi en 1944.

Malgré les avantages économiques évidents de l'amélioration des relations – et malgré la tendance de certains pays d'Europe de l'Est à se rapprocher de la CEE (à commencer par la Roumanie et la Hongrie) – la question de la reconnaissance de la Communauté et de ses institutions politiques est restée un obstacle insurmontable jusqu'à l'arrivée de M. Gorbatchev. Depuis lors, les événements ont évolué à un rythme impressionnant.

Au cours de l'année écoulée, un accord de reconnaissance réciproque a été signé entre la Communauté européenne et le Comecon. Cet accord reprend largement les conditions initialement posées par les 12 gouvernements, et selon lesquelles le Comecon est reconnu à des fins de coopération limitée mais étendue. Toutefois, l'accord stipule également que chaque État membre du Comecon doit négocier séparément avec la Communauté les accords spécifiques en matière de commerce et de coopération.

La CEE est reconnue comme la seule instance légitime autorisée à conclure de tels accords au nom de ses États membres, mais elle peut négocier des arrangements avec chacun des pays du CAEM à titre individuel.

Les gouvernements d'Europe de l'Est, qui, tout au long des deux dernières années, ont demandé à Bruxelles de ne pas subordonner les progrès des négociations avec le CAEM à la finalisation d'accords commerciaux individuels, se sont accommodés de cette approche.

Des accords ont été signés avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie, et des négociations ont débuté avec l'Union soviétique – de même, des pourparlers sont prévus avec la Pologne, la Bulgarie et la RDA dans les mois à venir.

L'amélioration remarquable du climat politique n'a pas rejailli sur les relations commerciales, qui se sont dégradées. Cela est dû en partie à la situation critique dans laquelle se trouvent de nombreuses économies d'Europe de l'Est, au fardeau de la dette de certains d'entre eux vis-à-vis des banques européennes, et, dans le cas de l'Union soviétique, aux effets indirects de la chute des prix du pétrole.

Le déficit commercial de l'Union soviétique vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest a atteint, pour les six premiers mois de cette année, plus de 1,4 milliards de roubles (environ 3 milliards de livres) – ce qui revient en gros au double du déficit de l'année dernière. Jusqu'à une période récente, l'ensemble du commerce entre les pays de la CEE et ceux de l'Europe de l'Est stagnait.

Il y a eu une forte augmentation de la dette internationale de l'Europe de l'Est, qui est passée de 38,5 milliards de dollars en 1984 à 101,7 milliards en 1987. Toutefois, les experts financiers du CAEM mettent en avant le fait que la plus grande part de cette augmentation apparente de l'endettement est liée à l'affaiblissement de la valeur du dollar américain et à seulement 5 milliards de dollars d'emprunts supplémentaires.

On note actuellement des signes d'un nouvel accroissement des emprunts – outre les 10 milliards de dollars de nouvelles lignes de crédit commercial que l'Union soviétique a négociées principalement avec les pays de la Communauté européenne. Toutefois, le fait que la valeur du dollar ait connu une certaine stabilité au cours de la dernière année pourrait se traduire par une diminution de fait du montant total de la dette étrangère.

Les milieux industriels de la Communauté européenne considèrent les perspectives d'augmentation des échanges commerciaux avec l'Union soviétique et les autres pays du CAEM avec des sentiments mitigés. Les risques d'inflation sont source de préoccupations, particulièrement en Hongrie et en Pologne où le taux annuel d'augmentation des prix est de l'ordre du double, mais aussi en Union soviétique où le phénomène devient beaucoup plus visible avec les effets des réformes de Gorbatchev.

D'un autre côté, la plupart des chefs d'État ou de gouvernement des pays de la CEE et des dirigeants d'industries partagent l'optimisme relatif au sujet des perspectives immédiates d'accroissement des relations commerciales annoncées récemment par le bulletin de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies.

Cet optimisme pourrait aller grandissant si la récente décision de l'OPEP de stabiliser les prix du pétrole laisse plus de latitude pour des importations plus importantes vers l'Union soviétique en particulier.

Dans le cadre des négociations avec les pays du CAEM, la CEE ne prétend pas que les considérations politiques n'ont pas d'importance.

Les représentants des gouvernements des États membres et ceux de la Commission parlent ouvertement des liens qui existent entre d'une part, la «générosité» et le champ d'application des accords qu'ils sont prêts à négocier, et d'autre part les actions antérieures de certains pays d'Europe de l'Est qui mènent des réformes politiques et économiques.

Pendant ce temps, le gouvernement soviétique n'a laissé aucun doute sur le fait qu'il souhaite la conclusion d'un accord de grande envergure avec la Communauté, allant bien au-delà des questions commerciales, et le président adjoint de la commission d'État aux économies étrangères de l'URSS, M. Ivan Ivanov, a publiquement énuméré les priorités de Moscou, y compris l'encouragement, en faveur des entreprises conjointes d'investissement.